

Jamais un gouvernement israélien n'a approuvé autant de nouvelles colonies

Un rapport des ONG israéliennes Peace Now et Kerem Navot dénonce « une annexion de facto à un rythme inédit » de la Cisjordanie. Le gouvernement de Netanyahu a planifié plus de 40.000 logements, dont près de 28.000 l'an dernier, « plus du double du record annuel précédent ».

PAULINE HOFMANN

A Homeshe, en quelques années seulement, des colons de plus en plus nombreux ont installé une yeshiva, une école talmudique, s'installant de manière pérenne dans cette colonie du nord de la Cisjordanie. Cette région des Territoires palestiniens occupés est aujourd'hui l'épicentre d'une colonisation israélienne qui atteint un rythme historique.

Deux ONG israéliennes publient un rapport qui en analyse l'ampleur. *Le Soir* a pu y avoir accès en primeur. Peace Now et Kerem Navot mettent en perspective le nombre de nouvelles constructions, de nouveaux permis, de kilomètres de routes damées, ou encore l'ampleur du déplacement forcé subi par les communautés palestiniennes. « Cette période a été parmi les plus difficiles pour la Cisjordanie depuis 1967 », indiquent les associations.

Leur lourd constat est corroboré par l'ONU : « Une détérioration amorcée il y a des décennies s'accélère rapidement, marquée par les appels des autorités israéliennes à une "migration volontaire" des Palestiniens et par une intensification des politiques et pratiques discriminatoires », indiquait mi-juin Tom Flet-

cher, son secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires. La colonisation est illégale selon le droit international.

Peace Now et Kerem Navot soulignent un transfert de pouvoir qui a ouvert les vannes d'une colonisation effrénée : début 2023, des administrations civiles, sous la houlette du suprémaciste juif Bezalel Smotrich, ont élargi leur autorité sur la Cisjordanie, aux dépens de l'armée. « Ce changement a engendré un nouveau mécanisme politico-civil, de fait contrôlé par les éléments les plus radicaux du gouvernement. Il permet une progression rapide et systématique des objectifs d'annexion, en contournant les rares contre-pouvoirs qui existaient auparavant au sein des systèmes militaire et juridique », souligne le rapport.

« Ces mesures créent une réalité d'annexion de facto, tout en démantelant systématiquement l'espace palestinien et la possibilité d'un futur accord politique fondé sur un partage en deux Etats », déplorent Peace Now et Kerem Navot. Et rien de tout cela n'est caché. Fin 2025, la ministre des Affaires des colonies, membre du parti de l'extrémiste Bezalel Smotrich, s'en vantait : « En trois ans, nous corrigeons 30 ans de dommages causés par les accords d'Oslo. »



Des colons israéliens participent à une visite hebdomadaire en Cisjordanie occupée encadrée par les forces armées israéliennes ce 4 juillet. © REUTERS.

enseignement « Pourquoi je n'ai pas le droit d'aller à l'école ? » : des Palestiniens privés d'éducation

REPORTAGE

CHARLIE DEULME
CORRESPONDANTE À JÉRUSALEM

Ce mardi 21 avril, vers midi, Waheed Abu Naim, professeur d'anglais à l'école de garçons d'Al Moughair, interrompt brutalement son cours. « Des colons approchent de l'école », lui crient, terrifiés, ses élèves. Il sort à la rencontre des hommes, dont quatre portent un uniforme militaire. Mais à peine s'est-il avancé qu'un d'entre eux le met en joue avec un fusil M16. « J'ai juste eu le temps de revenir vers l'école pour mettre les élèves à l'abri qu'ils ont ouvert le feu », raconte, plus tard, Waheed, encore sous

Des écoliers palestiniens se tiennent près d'un drapeau israélien alors qu'ils rentrent chez eux en passant devant des barbelés récemment installés par des colons israéliens pour bloquer le raccourci local qu'ils empruntaient pour se rendre à l'école. © AFP.

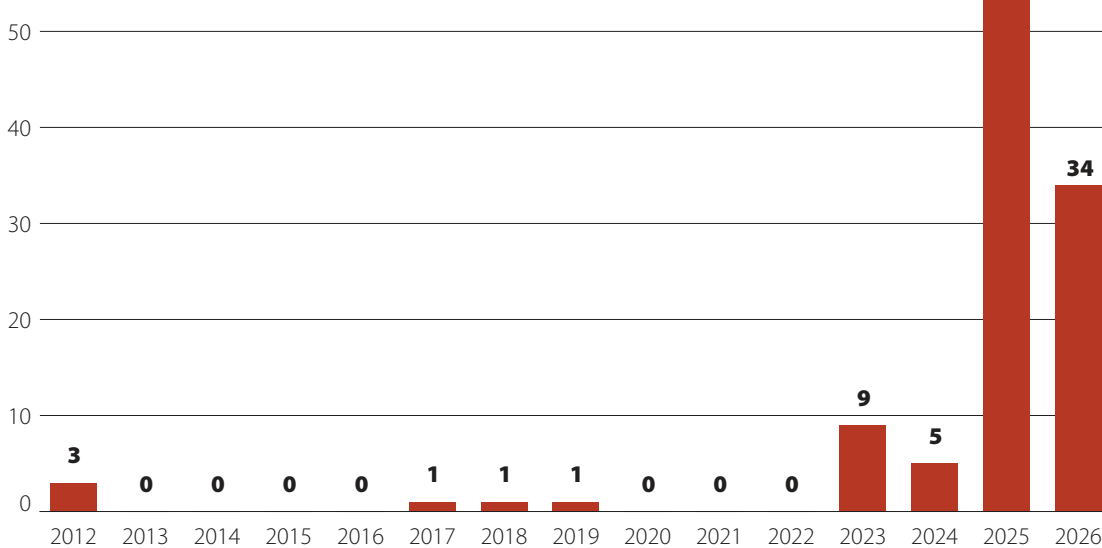


le choc. Ce jour-là, devant lui, Aous Hamdi Al-Nassan s'effondre, tué d'une balle dans la tête. Il a 14 ans. Sur une vidéo consultée par *Le Soir*, ses camarades de classe l'entourent. « Ils l'ont tué ! », hurlent-ils. Quelques minutes plus tard, Jihad Marzouq Abou Naïm, 32 ans, est tué d'un tir dans la poitrine, alors qu'il accourt pour mettre sa famille à l'abri. Quatre autres personnes, dont deux enfants, sont également blessées.

Cette attaque n'a plus rien d'isolé en Cisjordanie. « La destruction de l'éducation fait partie de la politique de nettoyage ethnique du gouvernement israélien », assure Yair Dvir, de l'ONG israélienne B'Tselem, pour qui cette pression s'inscrit dans une stratégie plus large d'éviction des Palestiniens de leurs terres. D'après l'Unicef, depuis janvier 2025, au moins un enfant palestinien a été tué en moyenne chaque semaine en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem-Est.

A Al Moughair, Shmuel Wendy, réserviste israélien, a été identifié comme

Le gouvernement israélien a approuvé l'établissement de 102 nouvelles colonies en moins de quatre ans



Source: Peace Now et Kerem Navot

l'auteur des tirs mortels. L'armée israélienne, qui l'a suspendu durant l'enquête, affirme qu'il a ouvert le feu après un caillassage visant son véhicule. Un récit contesté par les vidéos filmées par des habitants : l'homme apparaît sur une colline en surplomb, tirant à de multiples reprises vers des jeunes situés à plusieurs dizaines de mètres, devant l'école. « A force, les parents finissent par se demander si envoyer leurs enfants à l'école vaut encore le risque », déplore Waheed. Depuis l'attaque, de nombreux élèves ont manqué les cours, et huit professeurs ont demandé leur mutation.

« Tous les enfants du monde vont à l'école, sauf nous »

Partout en Cisjordanie, les obstacles s'accumulent sur le chemin de l'école. Dans les collines au sud de Hébron, une clôture de barbelés surmontée de drapeaux israéliens barre désormais le sentier emprunté depuis 40 ans par les enfants de Khirbet Umm-al-Khair pour rejoindre leur établissement, à 1,5 km de là.

Le 13 avril, les 55 enfants du village devaient reprendre les cours, après six semaines d'interruption dues à la guerre avec l'Iran. Watan Hathaleen, 5 ans et

deux, arborait une nouvelle coupe de cheveux pour l'occasion. « Quand je l'ai vu revenir peu après son départ, ce n'était plus le même, il était en état de choc », se souvient sa mère, Hanadi. « Deux colons postés derrière la barrière ont menacé de tuer quiconque tenterait de la franchir », ajoute son beau-frère, Khalil. Depuis, chaque matin, Watan va vérifier si la clôture a disparu. Aucun autre chemin ne mène à l'école et le village n'a pas les moyens d'affréter un bus scolaire. « L'école, c'est ce qui l'a sauvé après la mort de son père », confie Hanadi, dont le mari a été tué par un colon en juillet. « Il me demande : "Pourquoi je n'ai pas le droit d'aller à l'école ?" Je ne sais pas quoi répondre », s'attriste-t-elle.

Dans leur centre communautaire, désormais équipé de caméras de surveillance, Khalil raconte l'étau qui se resserre autour du hameau, presque encerclé par la colonie de Carmel. Sept caravanes de colons ont encore été installées en septembre près de l'aire de jeux du village, désormais coupé en deux. Le mois suivant, des ordres de démolition de leurs maisons ont été envoyés aux habitants. « Eau, électricité, terres, bétail... maintenant l'éducation. Les colons nous privent de tout ce qu'on est et de tout ce